

MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Trente-deuxième séance – Samedi 14 décembre 2013, à 10 h

Présidence de M. Pascal Rubeli, président

La séance est ouverte à 10 h dans la salle du Grand Conseil.

Assistent à la séance: *M^{me} Sandrine Salerno*, maire, *M^{me} Esther Alder*, vice-présidente, *MM. Rémy Pagani*, *Sami Kanaan* et *Guillaume Barazzzone*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 4 décembre 2013, le Conseil municipal est convoqué en séances extraordinaires dans la salle du Grand Conseil pour samedi 14 décembre, à 8 h, 10 h, 13 h 30, 16 h 15 et 20 h, pour lundi 16 décembre, à 17 h et 20 h 30, et pour mardi 17 décembre 2013, à 0 h, 2 h, 4 h, 6 h et 8 h.

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Néant.

3. Rapport général et rapport de minorité de la commission des finances chargée d'examiner le projet de budget de la Ville de Genève pour l'exercice 2014 (PR-1035 A/B)¹.*Suite du premier débat*

M. Pierre Vanek (EàG). Enfin, j'ai le droit de m'exprimer! Il est un peu difficile de renouer le débat alors que la moitié des membres du Conseil municipal ne sont pas encore revenus de la pause, mais je me permettrai tout de même de faire quelques observations en mode mineur.

Tout d'abord, je reviens à l'épisode précédent: j'aimerais réagir au long discours tenu tout à l'heure par notre collègue M. Bertinat. Il nous a présenté les mérites des gouvernements successifs de la Suède, laquelle mène une politique qu'il appelle de ses vœux. Je m'étonne d'entendre le représentant d'un parti qui est un chantre de la «suissitude» et du «y en a point comme nous» invoquer un exemple étranger comme modèle à suivre – ce qu'il a fait de manière très laborieuse et insistante.

S'il n'était pas relativement tôt encore – du moins pour un débat parlementaire – je pourrais m'enflammer, moi aussi, et citer des exemples internationaux pour brosser un tableau de tous les problèmes et dommages, au plan social et économique, d'une politique d'austérité comme celle dont l'Union démocratique du centre de M. Bertinat se fait le chantre. Je pourrais dénoncer les dégâts et même les ravages en matière d'emploi, de chômage et de conditions sociales de cette politique-là, en prenant des exemples allant des pays nordiques à la

¹ Rapport, 3240.

Nouvelle-Zélande. Mais je vous ferai grâce de ce parcours international, Mesdames et Messieurs!

Notre collègue Bertinat, sur un ton assez fâché, a voulu nous expliquer avec beaucoup d'application que les conditions de travail, les horaires et la situation sociale des employés de la fonction publique genevoise en général – et de la Ville de Genève en particulier – étaient meilleurs que dans le privé, ce qui est à ses yeux un scandale, un problème. Pour nous, ce n'est pas un problème, c'est une obligation!

Il est évident que la Ville de Genève doit être un employeur irréprochable, en termes de respect des conditions de travail et des conditions salariales. On sait que mon groupe en particulier se fait le défenseur de cette exigence. Tout d'abord, la Ville en a les moyens et elle doit donner l'exemple au secteur privé. Ensuite, les travailleurs du secteur public offrent des prestations à la population; ce n'est pas en étant harassé, surexploité, mal payé, avec des horaires de travail trop étendus et inacceptables, que l'on travaille dans de bonnes conditions et que l'on peut offrir de bonnes prestations à la population.

M. Bertinat juge scandaleux que la fonction publique bénéficie de conditions trop bonnes. Nous disons, au contraire, que le scandale survient quand le secteur public fait du dumping salarial...

M. Daniel Sormanni (MCG). Tu racontes des conneries! (Brouhaha, huées.)

M. Pierre Vanek. Je suis interpellé par un représentant du Mouvement citoyens genevois, qui m'accuse de raconter des conneries... Monsieur Sormanni, vous devriez m'écouter avec plus d'attention, sans vous énerver. Vous le savez très bien, je faisais référence à la problématique des emplois de solidarité, qui a défrayé la chronique. Dans cette affaire, en effet, la collectivité publique participe à l'orchestration d'un dumping salarial inacceptable. Et cela ne va pas! Nous sommes contre le dumping salarial! Nous sommes pour le droit à un salaire minimum!

Nous refusons que la collectivité publique imite le secteur privé en exerçant cette pression à la baisse des salaires et des conditions de travail qui découlerait des souhaits d'Eric Bertinat. Etant donné qu'il considère comme anormal que ces conditions soient un peu meilleures dans le secteur public, j'en déduis qu'il préférerait qu'elles soient un peu moins bonnes... Bref, il voudrait exercer une pression à la baisse en matière de conditions de travail et de salaires dans la fonction publique municipale.

C'est ce qui s'appelle l'orchestration de la casse sociale! Je le dis à l'attention de M. Sormanni, qui m'a interpellé mais qui a disparu entre-temps. Ce n'est pas

dans l'intérêt de la population et des salariés, ni des travailleurs et des travailleuses du secteur privé dans notre canton et notre ville.

D'aucuns, dont MM. Sormanni et Bertinat, nous ont fait grief de n'avoir pas voulu débattre ni voter – ce serait beaucoup nous demander! – la résolution R-175 proposée par la droite. Je rappelle que j'ai tenté de commencer à en débattre, plein de bonne volonté... Je dirai tout de même deux mots au sujet de cette résolution, simplement parce qu'elle a été évoquée par mes préopinants. Elle demandait une réflexion de fond sur les charges de fonctionnement... (*Brouhaha.*)

Des voix. C'est hors sujet!

M. Pierre Vanek. Si une réflexion de fond sur la problématique des charges de fonctionnement est hors sujet dans un débat budgétaire, je ne sais pas ce que j'y fais!

Le président. Monsieur Vanek, vous avez décidé de ne pas débattre de la résolution R-175, puisque votre groupe a refusé de voter l'entrée en matière sur cet objet.

M. Pierre Vanek. Fallait-il l'accepter sans en débattre? N'ai-je pas le droit de donner un avis quelconque? Je m'exprimerai quand même, Monsieur le président!

Le président. Monsieur Vanek, vous connaissez très bien le règlement du Conseil municipal: il fallait d'abord accepter l'entrée en matière sur la résolution pour en débattre ensuite. Or, l'entrée en matière a été refusée...

M. Pierre Vanek. Monsieur le président, j'interviens sur la question des charges de fonctionnement. On ne me dira pas que c'est hors sujet dans un débat budgétaire!

Le président. Non, dans ce cadre-là, ce n'est pas hors sujet.

M. Pierre Vanek. Vous me l'accordez! Je dis simplement que le processus budgétaire a précisément pour objectif de demander au Conseil administratif de

présenter un rapport au Conseil municipal sur l'ensemble du fonctionnement de l'administration et sur les politiques publiques menées par l'exécutif. Ce rapport nous est livré avec des propositions sous forme de projet de budget: c'est ce dont nous débattons aujourd'hui.

Ce que demandait cette résolution dont je ne me permettrai pas de parler était une paraphrase du processus budgétaire ordinaire, auquel la droite a d'ailleurs voulu se soustraire en tentant de ne pas renvoyer le projet de budget initial en commission; heureusement, elle n'a pas eu la majorité sur ce point.

Je passe maintenant à la problématique qui nous occupera dans la suite de ce débat budgétaire, à savoir la proposition de la droite de faire des coupes dans le budget au nom d'une volonté particulière fixée comme horizon politique. M. Velasco s'est déjà exprimé avec talent à ce sujet dans son rapport de minorité – «minorité», façon de parler, on en jugera à la fin de la journée! Il s'agit de coupes à la tronçonneuse, puisque l'on a prévu la suppression d'une cinquantaine de postes. Tout cela est absurde, alors même que nous étions saisis d'un budget équilibré!

La droite promeut ces mesures au nom de sa nouvelle doctrine: l'autofinancement à 100%, dans l'année en cours, de tous les investissements. Elle voudrait donc traiter les investissements comme s'ils dépendaient du budget de fonctionnement, alors que ce sont deux catégories de dépenses très différentes. Quand on investit, on dépense de l'argent pour un bien durable à amortir dans la durée, ce qui relève d'un processus budgétaire différent de celui des coûts de fonctionnement.

La volonté d'autofinancer à 100% les investissements dans l'année en cours – ce que ne fait aucune collectivité publique – masque en fait l'exigence de la droite d'avoir un budget municipal qui dégage un bénéfice de 50 millions de francs en 2014. C'est évidemment irréaliste et arbitraire! Une telle exigence est contraire à toutes les pratiques normales des collectivités publiques en la matière, y compris au Canton – Alberto Velasco l'a bien rappelé.

On se gratte la tête – pas trop fort, dans mon cas, car elle n'est pas très protégée... – et on se demande: mais où la droite a-t-elle été chercher cette nouvelle lubie qu'elle nous pose sur la table comme objectif pour notre collectivité?

Nous sommes saisis d'un budget équilibré et nous nous en félicitons. Certes, des problèmes se profilent à l'horizon et se poseront à long terme. La droite les invoque pour justifier les mesures qu'elle veut prendre. Pour notre part, nous estimons qu'il faut prendre des mesures énergiques pour combattre la suppression de la taxe professionnelle, par exemple, et renverser cette intention des partis de droite majoritaires au Grand Conseil.

Il faut évidemment s'interroger sur le projet d'imposition strictement au lieu de domicile, qui est une proposition déraisonnable. On a entendu le président du

Conseil d'Etat s'exprimer à ce sujet l'autre jour, lors du discours de Saint-Pierre – enfin, certains d'entre nous l'ont entendu en direct, d'autres ont lu ses propos. Ses déclarations sont de nature à susciter des inquiétudes sur le financement budgétaire de notre collectivité publique municipale. Les propositions de cadeaux fiscaux aux grandes entreprises à travers une baisse massive de leur taux d'imposition sont elles aussi déraisonnables.

Tous ces problèmes bien réels peuvent nous préoccuper pour l'avenir, mais il serait un peu fort de café que ceux qui les provoquent – notamment à l'échelon cantonal – viennent ensuite dire au Conseil municipal qu'il faut réagir en faisant des coupes à la tronçonneuse dans les activités sociales de la Ville de Genève, notamment. Je rappelle que cette velléité de la droite a mobilisé de nombreuses personnes directement concernées dans plusieurs secteurs, qui ont manifesté à 7 h 30 ce matin devant l'Hôtel de Ville; des dizaines de citoyens et d'habitants sont venus exprimer les préoccupations que suscitent chez eux les coupes envisagées. Ce n'est pas ordinaire, le jour d'un débat budgétaire!

Dans ce contexte, je me félicite que la résolution R-175 ait été refusée et j'espère que le budget 2014 présenté par le Conseil administratif sera voté sans délai. (*Applaudissements.*)

M^{me} Marie Barbey (DC). En préambule, j'aimerais dire que je trouve assez surréaliste, ce matin, de voir les conseillers municipaux de gauche applaudir celui qu'ils traitaient, il y a une semaine à peine, de raciste et d'homophobe! Manifestement, en politique, le vent tourne très vite... C'est une démocrate-chrétienne qui vous le dit, Mesdames et Messieurs! (*Applaudissements.*)

Des voix. Bravo! Excellent!

M^{me} Marie Barbey. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, la bonne gestion financière d'une ville est probablement l'élément le moins visible, au quotidien, pour les habitants. C'est pourtant un point crucial, car cette bonne gestion permet d'assurer les prestations sur le long terme. Vous l'avez dit, Madame la maire: le budget est probablement l'acte majeur d'une municipalité. Mais vous avez omis de préciser que ce budget doit donner un cap; il doit mettre en avant des objectifs et fixer des priorités. Ces priorités ne doivent pas être trop nombreuses car, quand on en a trop, c'est que l'on n'en a pas! Telle est justement l'erreur du Conseil administratif, qui empile les projets, qui les additionne et les multiplie!

Sous couvert d'un budget soi-disant équilibré, que nous disent les chiffres de ce projet de budget 2014? Premièrement, que la dette augmentera de 49 millions

de francs – sans compter les 120 millions de francs qui seront versés à la Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève et des Services industriels de Genève (CAP). Deuxièmement, que cette dette atteindra 1,6 milliard de francs, soit davantage que le budget annuel de notre collectivité. Troisièmement, que les charges de fonctionnement augmenteront cette année de 2,4%, alors que le Canton a réussi à présenter un projet de budget avec des charges contenues à 0,8%. Quatrièmement, que la Ville créera 52 postes, soit plus de 180 nouveaux postes depuis quatre ans.

J'entends déjà la gauche me dire que c'est à cause de l'augmentation des agents de la police municipale (APM). Si seulement c'était vrai, Mesdames et Messieurs de la gauche! Bref, une fois encore, les charges de la Ville augmentent – elles ne font d'ailleurs qu'augmenter depuis vingt ans. En parallèle, la qualité de vie s'est-elle améliorée d'autant, dans notre commune? Non, Mesdames et Messieurs!

Il ne s'agit pas ici de critiquer pour critiquer, ni de faire de la politique politicienne, mais il faut tout de même admettre que le Conseil administratif fait un usage assez discutable du budget colossal dont il dispose, année après année.

Prenons quelques exemples. En matière de logement, Monsieur Pagani, le Conseil administratif préfère préempter à prix d'or des logements ou des terrains, plutôt que d'encourager des coopératives ou de laisser des privés construire – notamment en surélevant des bâtiments – ce qui permettrait de retenir la classe moyenne sur le territoire de notre commune.

En matière de culture, Monsieur Kanaan, le Conseil administratif préfère se substituer aux créateurs, plutôt que d'encourager les initiatives et d'aider les projets à naître et à grandir. Il ne cherche pas à associer les entreprises ou les fondations qui souhaitent investir dans le domaine culturel.

En matière de politique sociale, Madame Alder, le Conseil administratif se contente bien souvent de multiplier les doublons en augmentant ainsi l'effet de seuil, au lieu de chercher à mettre en place des solutions ciblées, complémentaires à celles du Canton et beaucoup plus efficaces.

Le budget est indicatif de l'image que l'on se fait du futur. Sur ce point, il faut bien avouer que le Conseil administratif semble être en total décalage avec la réalité. Comme l'a rappelé M. Sormanni, tous les observateurs s'accordent au moins sur un point: de très grandes incertitudes fiscales pèsent sur notre municipalité. Il faut tenir compte de la réforme de l'imposition des entreprises, qui obligera probablement la Ville à chercher au moins 50 millions de francs, et de la réforme consistant à adopter l'imposition au lieu de domicile – deux dossiers qui figuraient d'ailleurs en très bonne place dans le discours de Saint-Pierre du nouveau Conseil d'Etat, il y a quatre jours.

Or, le projet de budget 2014 qui nous est présenté aujourd'hui est totalement déconnecté de cette réalité et des enjeux qui s'annoncent pour la Ville de Genève. Il vise le court terme, il surfe sur un îlot de tranquillité sans anticiper aucun changement conjoncturel!

Le groupe démocrate-chrétien veut que la Ville de Genève se dote d'un budget solide qui s'inscrive dans la durée et puisse garantir non seulement à court terme, mais aussi à moyen terme, la stabilité financière de notre municipalité et les prestations indispensables pour nos concitoyens.

Aux yeux du Parti démocrate-chrétien, deux d'entre elles sont essentielles: premièrement, l'augmentation des places de crèche pour lutter contre la pénurie, puisqu'à l'heure actuelle 54% des demandes ne sont pas satisfaites; deuxièmement, le renforcement de la sécurité. C'est dans cet esprit que notre groupe aborde aujourd'hui le débat budgétaire. *(Applaudissements.)*

M^{me} Marie-Pierre Theubet (Ve). Au début du mois de septembre 2013, lors du dépôt du projet de budget 2014 et du débat d'entrée en matière, le Conseil administratif a proposé le même scénario que l'année précédente: dans un premier temps, il s'agissait d'un projet d'intentions qui prévoyait un déficit de 25 millions de francs, mais qui était appelé à évoluer au cours des semaines suivantes. Dans un deuxième temps, le projet de budget amendé par le Conseil administratif selon les dernières prévisions fiscales connues, à mi-octobre, laissait à l'exécutif une marge suffisante pour effectuer certains arbitrages et ficeler un projet de budget définitif à ce moment-là. Nous avons accepté cette méthode, car nous y avons vu une opportunité de dialoguer avec le Conseil administratif et non une velléité de sa part de se déresponsabiliser aux dépens du Conseil municipal.

L'entrée en matière a été acceptée par 41 voix contre 34. La droite et son extrême l'ont refusée, jugeant inadmissible de présenter un budget déficitaire à hauteur de 25 millions de francs avec une augmentation des charges de 2,6% par rapport au projet de budget 2013. Ces partis revendiquaient alors un budget équilibré. Les choses ont évolué dans ce sens puisque, le 5 novembre 2013, le Conseil administratif nous a présenté un projet amendé à l'équilibre qui maintiendrait les prestations à la population et le soutien aux associations, lesquelles offrent elles aussi des prestations à nos concitoyens – une priorité, aux yeux des Verts.

C'est ce projet de budget amendé par le Conseil administratif qui nous est proposé aujourd'hui. Mais cela ne suffit pas aux partis de la droite et de ses extrêmes, puisqu'ils ont décidé de procéder à des coupes budgétaires à la hache. Est-ce un mouvement d'humeur ou d'égarement? Le Parti libéral-radical, l'Union démocratique du centre, le Parti démocrate-chrétien et le Mouvement citoyens genevois veulent retrancher grossièrement – pour ne pas dire violemment – du budget

amendé à l'équilibre 21 millions de francs. Ils veulent couper dans les domaines auxquels les Verts sont les plus attachés – avec la culture – à savoir le social et le développement durable.

Je me permettrai aussi un regard de femme: comment interpréter le fait que ces coupes soient proposées dans les deux départements dirigés par les femmes du Conseil administratif? On peut s'interroger là-dessus! Est-ce un pur hasard, lié uniquement aux économies à effectuer?

Toujours est-il que les mesures prônées par la droite élimineraient une liste impressionnante de prestations en provoquant la suppression du Service Agenda 21 – Ville durable et des Unités d'action communautaire (UAC). Il y a aussi des licenciements en ligne de mire: environ 54 personnes pourraient être concernées par cette menace, alors que la majorité d'entre elles offrent des prestations sociales directement à la population.

Faut-il rappeler que ces prestations permettent de tisser un réseau de liens très important dans les quartiers, en collaboration avec tous les partenaires associatifs et institutionnels comme la police municipale, par exemple? Les aînés, les jeunes et les familles les plus fragilisées sont la cible de ces mesures inacceptables, de même que le programme stratégique de développement durable de la Ville de Genève, qui porte sur les domaines économique, social et environnemental.

Mais la droite a cru bon de couper ailleurs encore dans ce budget à l'équilibre, en demandant une économie de 12 millions de francs qui correspond à une forte diminution des lignes 31. Ce faisant, elle touche concrètement – entre autres – à plusieurs prestations servies à la population: le nettoyage des préaux pourtant régulièrement réclamé par la droite, l'entretien des bâtiments scolaires et des places de jeux, l'augmentation des équipements des restaurants scolaires pour répondre aux besoins croissants des familles si chères au Parti démocrate-chrétien, les transports par des tiers – dont le transport des repas dans les restaurants scolaires, par exemple...

Et n'oublions pas la proposition de suppression du Service Agenda 21 – Ville durable! Je rappelle que notre municipalité a signé les engagements d'Aalborg en 2010, s'engageant ainsi dans une démarche soutenue pour devenir une ville durable. Le Service Agenda 21 – Ville durable effectue, entre autres, un travail avec l'ensemble de l'administration et des associations, afin de mettre en cohérence les politiques publiques de la Ville et ses valeurs. Il fournit également une aide, des conseils et des soutiens financiers dans les domaines de la lutte pour l'égalité hommes-femmes, de l'intégration Suisses-étrangers – rappelons que 48% de la population est étrangère et que 80% a des origines étrangères – ainsi que de la lutte contre l'homophobie.

Le Service Agenda 21 – Ville durable s'occupe aussi de la promotion économique locale et du soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) – perpé-

tuelle demande du Parti libéral-radical, rappelons-le – en lien avec les missions de la Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en Ville de Genève (Fondetec).

Il faut bien qu'il existe une structure de coordination et de mise en œuvre des priorités définies par le Conseil administratif pour que Genève, ville durable existe bel et bien et assume les engagements d'Aalborg! Je rappelle que la signature de ces engagements a été fortement voulue par les Verts.

Les UAC mises en place par la Ville effectuent un travail social de proximité qui touche concrètement la population via diverses actions et un soutien organisationnel au sein des espaces de quartier, des clubs d'ânés, des points info-services, des contrats de quartier, des associations d'habitants, de l'école des mamans... Mentionnons encore l'intervention des UAC dans le cadre de l'action impôts, de la Journée internationale des personnes âgées, de la lutte contre l'isolement des personnes âgées invitées à se rencontrer autour d'une table et de l'aide à l'organisation de la Fête des voisins.

Rappelons que la droite demande la suppression des UAC, soit de plus de la moitié des postes de travailleurs sociaux en Ville de Genève. Les tenants de cette mesure invoquent l'existence de postes vacants... mais lesquels? Au 1^{er} novembre 2013 n'étaient concernés que des postes prévus pour la mise en œuvre du mercredi matin à l'école, c'est-à-dire liés essentiellement aux prestations destinées aux enfants et aux familles. Leur suppression aurait un impact direct sur la fragilisation des populations qui en ont le plus besoin, sans parler de l'affaiblissement de l'action très concrète en matière de sécurité et de lutte contre l'exclusion et l'isolement.

L'abolition de ces prestations demandée par la droite en commission des finances est un acte très grave et irresponsable, qui ne fera qu'augmenter l'insécurité réelle de la population. Les Verts auront l'occasion de le dénoncer au cours du débat budgétaire d'aujourd'hui. Nous disons aux partis qui prônent la sécurité en votant des postes d'APM sans sourciller qu'ils se trompent de méthode: plus les coupes dans le domaine social sont sévères, plus l'insécurité grandit. C'est très clair!

Les Verts veulent une politique sociale qui se concrétise par des actions de proximité en lien avec la population dans les quartiers. Les Verts soutiennent entièrement l'action des UAC et s'opposent fermement à leur disparition. Chaque poste dévolu au social est un investissement qui contribue au renforcement de relations indispensables pour maintenir un bon état de santé au sein de la population, selon la définition de l'Organisation mondiale de la santé (OMS): la santé est un état de bien-être physique, psychique et social. La sécurité s'en trouve renforcée, dès lors que chacun jouit d'une certaine reconnaissance et d'une place dans la société au sein de laquelle il évolue.

La droite et l'extrême droite veulent renforcer la sécurité uniquement grâce à des postes supplémentaires de policiers, alors que les violences sociales sont engendrées par les coupes budgétaires que ces partis-là proposent. Il ne faut pas se tromper de cible! Les Verts ne veulent pas de cette politique unique de sécurité. Ils soutiennent les actions sociales de proximité, communales et associatives, qui sont le gage de la lutte contre l'isolement et l'exclusion et qui, par là même, contribuent à la lutte contre l'insécurité.

Il est normal que les communes consacrent des moyens à ce rôle de protection qu'il leur revient de remplir, notamment par le biais de ressources humaines suffisantes. La sécurité n'est ni de droite, ni de gauche – elle concerne absolument tout le monde! C'est la manière d'y parvenir qui diffère...

Je le répète, les Verts veulent une politique de prévention et de promotion du vivre ensemble dont les bénéficiaires sont avant tout les familles, les enfants et les aînés. Or, ce sont bien les familles, les enfants et les aînés qui seraient prioritairement touchés par les coupes budgétaires irrecevables et irresponsables proposées par la droite et l'extrême droite. La population devra s'en souvenir!

Les Verts soutiennent le budget 2014 de la Ville amendé tel que proposé aujourd'hui par le Conseil administratif; ils refuseront tous les amendements qui visent à empêcher notre municipalité de mener une politique favorable aux plus défavorisés, aux aînés, aux familles et aux enfants – notamment en soutenant les associations qui s'en occupent – ou à l'empêcher de lutter contre l'homophobie, l'exclusion et le chômage. Les Verts veulent une ville durable forte! (*Applaudissements.*)

M. Daniel Sormanni (MCG). J'interviens pour donner quelques précisions, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux. Il faut bien que je réponde aux objections qui nous sont faites! Tout à l'heure, M^{me} la maire a souhaité que ce débat budgétaire soit serein... Malheureusement, c'est un vœu pieux, car tout le monde il est pas beau, tout le monde il est pas gentil! Le débat politique engendre fatalement la contradiction, certes, mais cela devrait se faire au niveau d'un débat d'idées et non sur un plan personnel. Hélas, on peut à chaque fois déplorer qu'il n'en aille pas tout à fait ainsi...

Pour ma part, j'aimerais rappeler quelques principes. On pourrait vivre avec ce projet de budget du Conseil administratif amendé à l'équilibre – ou, du moins, y survivre. Seulement, bien que l'équilibre soit garanti pour l'exercice 2014, la politique ne consiste pas à voir comment vivre pendant une seule année! Si ce n'était que cela, un gestionnaire s'en chargerait aussi bien que nous, voire mieux – et sans causer des débats personnels qui n'ont pas lieu d'être.

Ce que nous demandons, quant à nous, c'est une véritable vision des perspectives liées aux enjeux qui attendent les communes genevoises – et tout particulièrement

rement la Ville, laquelle représente la moitié du canton, soit les deux tiers de ses emplois. Or, cette vision d'ensemble manque. Nous essayons d'y remédier autant que faire se peut mais, je le rappelle, le Conseil municipal n'est qu'un délibératif qui dispose de moyens relativement limités pour évaluer les situations.

Si seulement nous pouvions nous contenter d'un projet de budget qui ne dépasse pas l'horizon d'une année! La «minorité» dont M. Velasco est le rapporteur prétend qu'elle pourrait elle aussi survivre à ce budget, justement parce qu'il comporte déjà des coupes. Mais où? Il faudra me le dire! En réalité, il n'y a aucune coupe dans ce projet de budget 2014, mais seulement des transferts.

J'admets qu'il y a quand même un miracle: la nouvelle recette correspondant – enfin! – à la perception de royalties sur nos parkings, auxquels la Ville octroie des droits de superficie. C'est la première fois, cette année, qu'un tel bénéfice est inscrit au budget. 1 million de francs pour le parking de Cornavin! C'est une recette de plus, tant mieux! Youpi!

Néanmoins, il n'y a pas de mesures d'économie dans ce projet de budget amendé à l'équilibre. Il y a juste quelques transferts et certaines recettes supplémentaires, dont le million de francs des parkings que je viens d'évoquer, les 3 millions de francs de la taxe professionnelle et le montant correspondant à la réévaluation des recettes communales par le Canton, lequel a prévu une augmentation de 3% du produit intérieur brut de la Ville en 2014. Si cela se réalise, youpi Rintintin! Cependant, les instituts économiques évaluent ce pourcentage à 2,2% pour la Suisse en général... Mais bon, passons! Le projet de budget 2014 montre que le Conseil administratif n'a pas de vision d'avenir, c'est cela qui nous dérange le plus.

Je répète – car nous l'avons déjà dit, mais cela n'a pas été entendu – qu'en aucun cas nous ne souhaitons le licenciement de quelque fonctionnaire que ce soit. Les chiffres que nous avons reçus cet automne font état de 129 postes vacants dans l'administration municipale. Certes, il y a une rotation due aux membres du personnel qui démissionnent, qui prennent leur retraite ou qui décèdent. Certaines procédures d'engagement sont en cours et demandent un certain temps pour aboutir – mais, d'ici là, d'autres fonctionnaires démissionneront ou partiront à la retraite!

On ne me fera pas croire qu'il est impossible de recaser dans ce volet de 129 postes les 8 personnes dont nous souhaitons supprimer la fonction au Service Agenda 21 – Ville durable, comme nous l'avons proposé, tout en maintenant les postes de responsable et d'administrateur.

En ce qui concerne les UAC, nous n'avons demandé aucune coupe, puisque nous accepterons de voter leur financement durant les six premiers mois de l'année 2014, en attendant un audit externe que nous demandons au Conseil

administratif. Il n'y aura donc pas de licenciements dans ce cadre. Prétendre le contraire, c'est mentir, n'en déplaise à ceux qui tentent de répandre ce mensonge au sein de la population! Mais l'Alternative veut affirmer cela et c'est de bonne guerre...

Elle prétend également que nous voulons imposer une politique d'austérité à la Ville de Genève, mais on en est loin! Nous voulons juste un certain rééquilibrage et la non-augmentation des lignes 31. Si c'est cela que vous appelez une politique d'austérité, Mesdames et Messieurs des bancs d'en face, que seraient alors les vraies mesures d'austérité? Vous faites erreur! Ou plutôt: vous dites des mensonges!

J'aurais voulu dire deux mots sur la résolution R-175 à M. Vanek, mais il ne peut pas m'écouter, puisqu'il est au téléphone! Vous lui transmettez, Monsieur le président... Nous recevons chaque année l'analyse des prestations de la municipalité dans le rapport d'activités du Conseil administratif que sont les comptes de la Ville. Or, dans chaque projet de budget, on nous livre un empilage des activités de l'année précédente. C'est se moquer du monde! Lesdites activités sont, en soi, parfaitement honorables – mais il ne suffit pas de les reporter d'un exercice à l'autre! C'est la raison pour laquelle nous réclamons des audits externes des activités de la Ville de Genève.

Puisque la gauche a refusé la résolution R-175, nous reviendrons au mois de janvier 2014 avec d'autres demandes d'audits plus précises, notamment... (*Brouhaha.*)

Le président. Monsieur Sormanni, s'il vous plaît! La majorité a refusé d'entrer en matière sur cet objet, donc on n'en reparle pas!

M. Daniel Sormanni. Je suis désolé, Monsieur le président, mais cela concerne le budget 2014 dont nous débattons en ce moment! De plus, M. Vanek a aussi parlé de cette résolution! Je le vois maintenant qui se cache derrière son livre pour ne pas montrer qu'il est toujours au téléphone... avec la presse, peut-être? Bref, nous demanderons ces audits.

Je tiens aussi à dire aussi que l'on exploite la fonction publique en prétendant que les fonctionnaires de la Ville de Genève sont maltraités. C'est plutôt le contraire! Quant aux emplois de solidarité, ils n'ont rien à voir avec ce débat. Voilà un point vraiment hors sujet et hors budget, Mesdames et Messieurs!

Si vous voulez éviter que la Ville fonce dans le mur, limitez les investissements! Etalez-les un peu dans le temps! Mais vous ne voulez pas faire cela non plus. Vous voulez plus dans le budget de fonctionnement, plus d'investisse-

ments... Il n'y a que des «plus» avec vous! Chaque année! Nous ne voulons pas imposer des «moins», mais simplement ralentir la machine pour faire en sorte que la Ville n'arrive pas dans le mur. Voilà ce que nous demandons; ce n'est pas grand-chose, en fait! Mais même cet exercice, l'Alternative le refuse... Nous le déplorons!

M. Marc-André Rudaz (UDC). Mesdames et Messieurs, je ne reviendrai pas sur les chiffres, ni sur les propos tenus tout à l'heure en particulier par M^{me} Barbey, que je félicite pour son intervention car elle a quasiment tout dit. Néanmoins, cette journée ne sera pas l'occasion d'un vrai débat, mais plutôt d'un dialogue de sourds, d'une suite de monologues où les uns parleront de ceci et les autres de cela. A nous entendre, on croirait que nous ne parlons pas tous de la même chose!

Je voulais faire la remarque suivante: gouverner, c'est prévoir. On ne peut pas vivre au jour le jour. Si on essaie de le faire, cela finit généralement très mal! Or, quand cela finit mal pour une collectivité publique, c'est surtout les personnes les plus fragilisées qui sont touchées. La gauche, pourtant censée défendre les intérêts des plus faibles, finira par les massacrer avec ses bêtises! Oui, économiquement, on va tous crever à cause de vos conneries, Mesdames et Messieurs des bancs d'en face!

J'aimerais également revenir sur un autre point. M. Vanek a déploré que M. Bertinat ait jugé scandaleux les salaires de la fonction publique municipale. Mais c'est un mensonge, il n'a jamais dit cela! Il a simplement fait des comparaisons chiffrées. C'est bien clair: pour la gauche, la politique n'appelle pas à la réflexion. La preuve: elle a refusé d'entrer en matière sur la résolution R-175, qui demandait justement une réflexion de fond sur les charges de fonctionnement. Pourtant, on ne peut pas faire de politique sans réfléchir et sans tenir compte du porte-monnaie – tant celui de la collectivité publique que celui des citoyens!

Quant à ce qui sera voté aujourd'hui, nous en reparlerons lors de la discussion sur chaque amendement, je ne veux pas entrer dans le détail ici. Mais quels postes aurions-nous voulu supprimer dans les UAC? La gauche a fait intervenir la presse à ce sujet, elle a raconté tout et n'importe quoi! Pour l'instant, si les amendements de la droite sont acceptés, aucun poste ne sera supprimé dans les UAC.

Cela dit, nous demandons dans nos amendements que le Conseil administratif fasse intervenir un organe externe pour analyser l'action desdits UAC. Il me semble normal, quand on investit des millions de francs dans une structure visant à faire du bien, de réfléchir aux résultats de son fonctionnement pour vérifier si cet argent a été bien utilisé. Nous ne prétendons pas que, dans ce cas, il ait été mal utilisé, mais nous demandons une réflexion à ce sujet.

Aujourd'hui, la gauche votera comme un seul homme le projet de budget 2014... On se croirait en Corée du Nord! Pas de numéro deux, tout le monde suit! Dans ces conditions, notre débat budgétaire est inutile. La gauche sera très probablement majoritaire lors du vote, malheureusement pour nos enfants et les générations futures! (*Applaudissements.*)

M. Adrien Genecand (LR). Pour le Parti libéral-radical, une chose est sûre: ce matin comme depuis le vote de la commission des finances, il y a un mois, nous sommes témoins de l'autosuggestion de la gauche qui persiste à croire que le projet de budget 2014 est équilibré. Mesdames et Messieurs, la réalité pour le porte-monnaie des contribuables, c'est qu'ils seront plus gravement endettés de 170 millions de francs l'année prochaine! Vous aurez beau continuer votre auto-suggestion en affirmant sans cesse que le budget est à l'équilibre, cette réalité-là est un fait.

En l'occurrence, pour la gauche, un budget «à l'équilibre» signifie qu'il permet de dépenser toutes les recettes prévues. Mais gouverner, c'est prévoir! Ce n'est pas arroser la société de subventions ici et là! Nous savons bien qu'il y aura des baisses fiscales. Monsieur le président, vous transmettez mes propos au rapporteur de minorité, même si j'ai bien aimé l'image du malade qu'il a employée tout à l'heure. Si on ne se laisse pas de marge de manœuvre en période plutôt faste, on n'en aura plus aucune dès que la situation évoluera vers le pire et ce sera très désagréable! Les coupes budgétaires seront alors bien plus pénibles que maintenant.

Mesdames et Messieurs, si vous voulez éviter ces coupes futures qui seront extrêmement difficiles à assumer pour l'ensemble des services de la Ville de Genève, il est temps aujourd'hui d'engager la réflexion, au lieu de continuer à appliquer la «méthode arrosoir» que vous avez adoptée ces vingt dernières années.

Il faut voir la réalité en face: Genève est le canton suisse où les impôts sont les plus élevés. Mesdames et Messieurs de la gauche, vous qui faites de grandes théories sur la baisse d'impôts voulue par la droite, vous refusez de reconnaître qu'elle a profité aux familles de la classe moyenne et aux plus bas revenus, puisque nous sommes le canton suisse où l'imposition commence le plus haut dans les salaires, en valeur absolue. Voilà la réalité!

Nous n'avons plus aucune marge de manœuvre. La gauche promet pourtant une logique économique proche de celle de la France, qui consiste à faire des erreurs répétées en s'entêtant de plus en plus. La fin de ce système, c'est la faillite! L'Alternative ne peut pas continuer à s'arc-bouter sur son concept vaseux d'équilibre budgétaire, alors même que la Ville s'endette davantage année après année et qu'elle n'a pas commencé à investir un seul franc dans la réalisation

de ses grands projets: le Grand Théâtre, le Musée d'art et d'histoire, la gare des Eaux-Vives...

Sans parler des rénovations! Une étude récemment publiée par un grand bureau d'architectes sur le patrimoine financier de la Ville de Genève prévoit des rénovations nécessaires qui se montent à plusieurs centaines de millions de francs. Mesdames et Messieurs de la gauche, vous ne pouvez pas prétendre à longueur d'année que la Ville n'a pas réellement de dette, puisqu'elle dispose d'un patrimoine financier, tout en éludant le fait que ce même patrimoine financier est vieillissant et que nous n'avons pas le premier centime pour le rénover!

Nous avons aujourd'hui la responsabilité de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le budget non pas à l'équilibre simple, mais à l'équilibre au niveau du financement de notre dette. Par essence, une dette se rembourse – elle ne s'annule pas comme au Vénézuéla! Il y a plusieurs possibilités pour y parvenir. Une chose est sûre: si la gauche estime que les revenus augmenteront, cela signifie qu'elle pense que nous sommes dans une période faste de croissance économique. Eh bien, dans une conjoncture aussi favorable, les investissements doivent être financés à plus de 100%. Tel est le principe avancé par la Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF).

Or, avec ses 20 millions de francs, Genève n'en est même pas à 100%. Par conséquent, arrêtez de dramatiser, Mesdames et Messieurs des bancs d'en face! Prenez les responsabilités que vous n'avez jamais voulu prendre, cessez de faire des promesses que vous ne pourrez pas tenir et remettons un peu d'ordre dans cette maison! (*Applaudissements.*)

M. Grégoire Carasso (S). Le groupe socialiste est stupéfait des pirouettes auxquelles nous assistons ce matin. Il votera le projet de budget amendé à l'équilibre – tout le projet de budget amendé à l'équilibre, rien que le projet de budget amendé à l'équilibre.

Les pirouettes en question concernent avant tout l'objectif sacro-saint de l'Entente, du Mouvement citoyens genevois et de l'Union démocratique du centre, ces dernières années et ces dernières semaines encore: un budget de fonctionnement à l'équilibre sur une année, qui comprenne autant de recettes que de charges.

J'entends encore certains de nos collègues travaillant dans l'administration cantonale nous dire: «Super, regardez, le Canton de Genève a un budget équilibré, cette année! Beau résultat, n'est-ce pas?» Rappelez-moi, Mesdames et Messieurs de la droite: à combien s'élève la dette cantonale? A quelque 13 milliards de francs! Et cela, dans un canton que le Parti libéral-radical dirige sans partage – ou

presque – depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les théories que la droite nous sert maintenant en Ville de Genève sont tout simplement déconnectées de la réalité par rapport à la situation financière cantonale.

Le budget de fonctionnement 2014 de la Ville est à l'équilibre depuis 2007, puisque l'on nous demande de travailler dans la durée et de prendre du recul sur les grands équilibres financiers. Or, de 2007 à 2013 – toujours avec un budget de fonctionnement à l'équilibre – nous avons dégagé 536 millions de francs d'excédents de fonctionnement. Voilà ce qu'a réussi une ville de gauche! (*Remarques.*) Certainement pas une ville de «gauchos» ni de pantoufflards, chers collègues!

PME Magazine, dans son classement de toutes les villes de Suisse, a donné en 2011 la médaille d'or à la Ville de Genève. Je sais que c'est une réalité qui vous fait mal, Mesdames et Messieurs de la droite, d'autant plus que vous êtes aux commandes d'un Canton qui souffre beaucoup! En 2012, cette même revue de «gauchos» qu'est *PME Magazine* classait la Ville de Genève en deuxième position parmi les villes les mieux gérées de Suisse – et je vous donne rendez-vous au mois de janvier 2014, quand sera publié le classement pour l'année 2013.

Face à cette réalité qu'est la gestion financière responsable de notre commune, la droite a inventé un deuxième laïus que je pourrais résumer comme suit: le budget de fonctionnement à l'équilibre, c'est bien, mais ce n'est pas suffisant en période d'incertitude économique. Voilà comment elle en vient à dire maintenant que les investissements doivent être autofinancés à 100% chaque année!

Depuis 2007, on nous demande de prendre du recul, budget après budget. En Ville de Genève, la majorité de gauche – majorité qui échappe lamentablement à la droite à chaque vote budgétaire – a dégagé 332 millions de francs d'excédents de financement de ses investissements. Il se trouve que, pour notre municipalité comme pour toutes celles du canton, le financement des investissements s'avère plus difficile au budget 2014 que lors des exercices précédents. Il n'empêche que, parmi les 13 communes qui prévoient une jauge d'investissements supérieure à 10 millions de francs pour l'année 2014, la Ville de Genève est celle qui les finance le mieux.

J'invite les tenants de ces théories chaque fois réinventées et toujours plus à la limite de la crédibilité à demander à M. Thomas Barth, aux commandes des finances de la commune de Veyrier, pourquoi l'autofinancement de ses investissements ne sera que de 42% l'année prochaine. Mesdames et Messieurs des bancs d'en face, avez-vous dit à M. Thomas Barth, libéral, qu'il aurait dû retrancher 7 millions de francs de son budget de fonctionnement pour effacer son insuffisance de financement? Je vous laisse lui transmettre vos belles théories réinventées, qui ne doivent pas valoir que pour la Ville de Genève!

Et vous, Mesdames et Messieurs du Mouvement citoyens genevois – mais je ne vois quasiment que des dames sur vos rangs, en ce moment... – avez-vous

signalé à votre magistrat communal M. Eric Stauffer, en charge des finances de la Ville d'Onex, à quel point il est incroyable qu'il ne finance ses investissements qu'à hauteur de 40%? La Ville de Genève, quant à elle, en est à 62%! Lui direz-vous qu'Onex aurait dû couper dans son budget de fonctionnement à hauteur de 6,5 millions de francs pour équilibrer ses investissements? Faites ce travail!

Direz-vous à la Ville de Versoix, qui autofinance ses investissements à hauteur de 31% seulement, qu'elle doit couper 10 millions de francs dans son budget de fonctionnement pour satisfaire vos théories fumeuses? A Satigny, la plus grande commune viticole genevoise qui se développe si bien, M^{me} Martine Roset, cheffe du dicastère des finances et démocrate-chrétienne au demeurant très sympathique, ne finance ses investissements qu'à hauteur de 18%! Monsieur le président, vous enjoindrez au groupe démocrate-chrétien d'expliquer à M^{me} Roset qu'elle devrait couper 15 millions de francs dans son budget de fonctionnement pour satisfaire les théories fumeuses de son parti au sein de la Ville de Genève.

Les théories du Parti démocrate-chrétien, du Parti libéral-radical, du Mouvement citoyens genevois et de l'Union démocratique du centre – la nouvelle grande force politique à Genève! – n'ont qu'un seul objectif: déstabiliser la Ville en affaiblissant sa politique sociale et ses projets culturels et sportifs. Les socialistes sont profondément convaincus que c'est là ce que veulent, dans cette enceinte, certaines forces politiques après leur échec à l'Assemblée constituante. Mesdames et Messieurs, vous êtes la cinquième colonne du Parti libéral-radical en Ville de Genève! C'est votre rôle!

Quelle en est la plus belle démonstration? Faisons abstraction des facteurs exogènes sur les recettes de notre commune. Mettons de côté la question de l'imposition unique des entreprises, qui fait partie des enjeux dont la portée dépasse la seule Genève, puisqu'elle relève de la réforme de l'imposition des entreprises en Suisse. Ne considérons que les facteurs endogènes.

Chers collègues de la droite, vous mobiliserez-vous pour contrer les menaces dont vous nous annoncez aujourd'hui qu'elles pèsent sur les recettes de la Ville? Non! Au contraire, vous voulez supprimer la taxe professionnelle, qui équivaut à une centaine de millions de francs de recettes. Vous opposerez-vous au projet de loi qui prévoit l'imposition au seul lieu de domicile? Non! Cette mesure fiscale aura pourtant pour conséquence, elle aussi, la perte annuelle d'une centaine de millions de francs pour notre municipalité.

C'est vous, Mesdames et Messieurs du Parti démocrate-chrétien, du Parti libéral-radical, de l'Union démocratique du centre et du Mouvement citoyens genevois, qui êtes aux commandes du Canton et qui pouvez influencer sur ces facteurs purement endogènes. Mais vous ne le faites pas... Au contraire, vous soutenez les mesures qui provoqueront une baisse des recettes de la Ville de Genève à hauteur de 200 millions de francs chaque année.

C'est là une attitude paradoxale et déstabilisante aux yeux des habitants de notre commune, qui élisent un parlement dans l'espoir qu'il défendra les intérêts de la collectivité publique – sous des éclairages de gauche, de droite, du centre ou d'extrême droite, peu importe.

Aujourd'hui, la droite est au pied du mur. Elle veut couper dans le social et dans le développement durable en Ville de Genève, mais les socialistes s'y opposeront avec la dernière énergie. De plus, elle annonce – et ses représentants l'assument au sein de ce plénum – qu'elle entend amputer les finances de la Ville de 200 millions de francs, ce qui équivaut à près d'un cinquième de ses revenus. Le groupe socialiste s'y opposera résolument à l'avenir – mais ce combat commence aujourd'hui déjà, dans cette enceinte municipale! (*Applaudissements.*)

M^{me} Salika Wenger (EàG). C'est en tant que représentante d'Ensemble à gauche – et non comme rapporteuse – que je veux m'exprimer maintenant. (*Brouhaha.*)

Des voix. Elle est rapporteuse!

M^{me} Salika Wenger. Et alors? Je suis rapporteuse de commission, pas de majorité! Il n'en demeure pas moins que je suis représentante d'Ensemble à gauche. J'aimerais d'abord faire quelque chose que je regrette d'avoir oublié tout à l'heure, à savoir remercier infiniment les services de la Ville qui ont collaboré à la conception de mon rapport, car ils m'ont beaucoup aidée. Je tiens à leur dire ma reconnaissance pour ce travail.

A présent, j'en viens à certains points basiques et fondamentaux. Tout à l'heure, la représentante du Parti démocrate-chrétien nous a dit que le vote du budget était l'un des actes les plus importants du Conseil municipal. Quant à moi, je remets d'emblée l'église au milieu du village: c'est l'acte le plus important! Il n'y en a pas d'autre! D'ailleurs, nous savons bien que tous les parlements ont été créés à cette seule fin: contrôler les comptes et voter les budgets. Telle est notre fonction première. Je dirais même que tout le reste est du folklore, en quelque sorte...

Quoi qu'il en soit, il y a des différences historiques entre l'appréciation politique de la droite et celle de la gauche en matière de budget. Or, j'ai entendu peu de positions politiques, ce matin. Depuis des siècles, la droite pense que la responsabilité est une affaire individuelle, ce qui lui permet de traiter les personnes moins bien nanties comme des citoyens de deuxième catégorie. De ce fait, elle se croit autorisée à couper quand elle veut et où elle veut dans les prestations offertes à la population; selon elle, c'est sans importance, puisque de telles mesures ne

touchent que des gens qui ne paient pas d'impôts! Telle est votre politique à vous, la droite. Vous en avez donné la preuve génération après génération au Grand Conseil, où vous êtes majoritaires depuis très longtemps.

Cette position me rappelle d'autres temps où il était même de bon ton d'être pauvre... puisque l'on allait bientôt avoir une vie meilleure. Eh bien, nous, nous voulons une vie meilleure pour tous les citoyens – et nous la voulons aujourd'hui! Pas demain, pas hier, pas comme ci ou comme ça! Nous voulons tout de suite une vie digne pour tous les citoyens et citoyennes!

Une fois de plus, la droite nous demande de traiter le budget de la Ville de Genève comme si c'était le carnet du lait: j'inscris mes rentrées d'argent, je dépense un petit peu, je fais quelques économies pour les vacances et, si cela ne marche pas, j'utiliserai cette somme pour réparer la voiture! Il ne s'agit pas du tout de ce processus-là, ici! Nous sommes une collectivité publique qui emprunte pour pouvoir investir. Or, une collectivité publique a des rentrées financières permanentes. Dans ce sens, nous servir le numéro «Genève versus Detroit» est un peu exagéré, à nos yeux!

La dette municipale n'est pas faramineuse, nous le savons tous; en réalité, elle est parfaitement acceptable. Aujourd'hui, nous avons besoin de faire des investissements. Je pense notamment aux 120 millions de francs à verser à la CAP, une mesure que la Ville doit accepter en tant qu'employeur. Voilà une augmentation de la dette plus que légitime! De plus, emprunter pour financer des investissements permet de donner lieu à la création de nouveaux actifs. Je le précise bien: on n'emprunte pas pour assurer le budget de fonctionnement, mais pour investir. Je ne vois pas comment faire autrement.

Remettre à zéro les comptes et les budgets d'une collectivité publique, c'est de la science-fiction! Quant aux audits demandés par la droite... Le Grand Conseil a déjà recouru à des mesures de ce genre, je pense notamment à l'audit Andersen. Eh bien, chers collègues, j'aime autant vous dire que nous payons encore aujourd'hui les pots cassés de cet audit qui s'est avéré une stupidité sans nom, de surcroît parfaitement inefficace!

Mais revenons-en à notre sujet. Notre propos, ici, c'est de faire de la politique! C'est-à-dire de gérer la Ville dans l'intérêt de toutes et tous, et non pas seulement en faveur d'une seule partie de la population. C'est ce que la droite prétend faire... Certes, mais on me permettra de dire que la gauche ne suit pas exactement la même ligne. Nos priorités – il faut les défendre! – concernent les personnes qui, contrairement à celles que défend la droite, n'ont pas eu la chance de naître du bon côté de la cuillère en or. Nous refuserons tous ces amendements qui risquent de nuire à la vie de la cité.

Par ailleurs, pour gérer une collectivité publique, nous avons évidemment besoin de gens qui travaillent, c'est-à-dire de fonctionnaires. Or, la manière dont

j'entends certaines personnes de droite parler de la fonction publique municipale est honteuse! Nous avons besoin d'un personnel au service de la population, pour remplir les tâches que nous avons pensées et voulues. Il est normal que ces personnes soient bien payées! J'ai vécu dans différents pays du Tiers Monde où la fonction publique était mal payée et j'en sais le résultat: des services inefficaces et des missions jamais remplies, sans parler de la corruption.

La Ville de Genève dispose d'une fonction publique remarquable. Ne la traitez pas comme du bétail, Mesdames et Messieurs de la droite! Affirmer comme vous le faites que mettre 49 personnes au chômage n'est pas grave, puisqu'il y a 100 postes vacants et qu'on pourra transférer certains fonctionnaires vers une autre fonction, c'est prendre les gens pour des imbéciles! Où replacerez-vous les gens du Service social? A la Voirie? Chez les flics? Que voulez-vous donc faire? Comment pouvez-vous envisager une telle politique?

De manière générale, toutes les propositions que vous avez faites sont hors de la réalité, mais parfaitement cohérentes avec vos politiques habituelles de coupes dans le social. En aucun cas nous n'entrerons en matière sur l'un ou l'autre de vos amendements! (*Applaudissements.*)

M. Alberto Velasco (S). J'ai entendu l'un de nos collègues de droite nous accuser de ne pas avoir de vision d'avenir. Soit, mais quelle est la vôtre, Mesdames et Messieurs des rangs d'en face? Celle de M. Bertinat, qui promet une augmentation du temps de travail de la fonction publique? Bel avenir! Celle qui consiste à diminuer les prestations sociales? Cela promet!

Si nous ne pouvons pas prévoir l'avenir, c'est parce que nous ne contrôlons ni les finances publiques de la Confédération, ni celles du Canton contrôlées par la droite depuis 70 ans, ni celles de l'Europe. La gestion financière de toutes ces entités politiques est entre les mains de la droite. Par conséquent, l'idéologie qui domine aujourd'hui ces collectivités, c'est la vôtre, pas la nôtre! Il nous est difficile de construire l'avenir en nous basant sur des éléments que nous ne dominons pas. Ce que nous faisons – j'en conviens – c'est opposer une certaine résistance pour que la situation ne se dégrade pas davantage. Le jour où nous serons majoritaires aux niveaux fédéral et européen, peut-être aurons-nous une vision de l'avenir différente, surtout pour les plus démunis et les familles.

Pour ma part – c'est mon souci personnel, mais également celui de mon groupe – je me préoccupe de l'avenir de nos enfants. Nous espérons faire en sorte que chacun d'entre nous ait un logement et un travail dignes, qu'il puisse gagner sa vie après avoir bénéficié de la formation nécessaire. Voilà ce qu'est l'avenir, à mes yeux! Tel est l'avenir que nous voulons. Or, nous ne pouvons pas l'offrir à nos concitoyens, aujourd'hui. Vous demandez pourquoi, Mesdames et

Messieurs de la droite? Mais qui provoque le chômage? Ce n'est quand même pas nous!

Je suis d'accord avec vous sur la nécessité de dégager des excédents de revenus, mais pas sur votre manière de le faire. Notre méthode n'est pas la même! Je vous pose la question suivante: si la Ville essuie une perte fiscale de 300 millions de francs, comment procéderez-vous? Nous demanderez-vous d'équilibrer le budget malgré tout? Imaginez-vous les coupes qu'il faudrait alors faire? C'est impossible! Cela impliquerait de réduire l'administration municipale d'environ un tiers!

Les représentants de la droite ont dit tout à l'heure qu'il n'était pas excessif de demander des coupes à hauteur de 40 millions de francs, soit une diminution d'environ 4% du budget municipal. Pourtant, quand M^{me} Salerno annonce un déficit de 4%, la droite dit que c'est énorme, que c'est beaucoup trop! Mais quand il s'agit de faire des coupes équivalentes, alors ça va, ce n'est rien du tout... On le voit bien, la droite considère les pourcentages comme des données à géométrie variable qu'elle peut interpréter à sa convenance.

Quant à la résolution R-175, je signale à M. Sormanni que nous n'avons pas participé à sa rédaction. Si le Mouvement citoyens genevois ou le Parti libéral-radical avaient proposé à la gauche d'élaborer ensemble une résolution pour étudier une possible amélioration de l'administration publique et voir comment la rendre plus efficace, il en eût été autrement. D'ailleurs, on peut se demander si elle n'est pas déjà suffisamment efficace! Quoi qu'il en soit, nous aurions pu envisager de nous interroger là-dessus, mais la droite ne nous a rien proposé de tel. Elle a pondu un document signé par ses quatre groupes qu'elle a appelé «résolution» et qu'elle nous a posé sur la table sans préavis. On comprendra que, dans ces conditions, nous ne puissions pas l'accepter! C'est tout à fait normal!

Le président. Oui, Monsieur Velasco! C'est la raison pour laquelle nous ne sommes pas en train de traiter la résolution en question, vous ne devez donc pas en parler...

M. Alberto Velasco. Mais je voulais expliquer la raison pour laquelle nous ne pouvons pas voter un document auquel nous n'avons pas participé, Monsieur le président!

Par ailleurs, M. Sormanni a prétendu qu'il y avait 120 postes vacants dans l'administration municipale. Mais ce n'est pas vrai! Ces 120 postes sont tous occupés ou, s'ils ne le sont pas, c'est provisoire: la personne titulaire est partie et quelqu'un d'autre doit la remplacer. Il n'est donc pas possible d'opérer des trans-

ferts à ce niveau. De toute manière, il n'y a pas 120 postes vacants, on nous l'a expliqué en long et en large à la commission des finances.

Par conséquent, il est impossible de supprimer un service en transférant ses fonctionnaires dans un autre. Pour ce faire, il faudrait créer de nouveaux postes. En réalité, quoi qu'en dise la droite, les coupes budgétaires qu'elle promeut se traduisent toujours par des baisses de prestations. Par conséquent, Mesdames et Messieurs des rangs d'en face, je vous demande de retirer vos amendements pour revenir au projet de budget amendé tel que proposé par le Conseil administratif. Je rappelle qu'il ne convenait pas non plus à la gauche, au début, puisqu'il prévoit déjà certaines coupes, mais nous avons décidé de l'accepter malgré tout. Restons-en là! C'est tout ce que j'avais à dire.

Le président. Je vois que la parole a été demandée au poste 34, qui est déjà au nom de M. Altenbach – mais c'est bien M. Ivanov qui veut parler...

M. Christo Ivanov (UDC). Il reste encore cinquante-trois minutes de débat avant la pause, Monsieur le président. Si vous voulez me virer avant, il faut le dire!

J'aimerais réagir aux déclarations de Grégoire Carasso, tout à l'heure, concernant le budget de l'Etat. Il est faux de dire que ce dernier est équilibré, puisqu'il manque 100 millions de francs pour couvrir les investissements. Par conséquent, tout comme la Ville, le Canton s'apprête à aggraver sa dette. C'est une réalité!

En outre, la réforme de la fiscalité des entreprises qui prévoit un taux d'imposition unique à 13% est un projet porté par David Hiler, lequel n'est pas un magistrat de droite, que je sache! Le manque à gagner induit par cette mesure s'élèvera à 50 millions de francs pour la Ville de Genève. Il faudra les trouver quelque part! Faire de la politique, c'est prévoir et agir. Or, cette manière de naviguer à vue m'inquiète.

Toujours en ce qui concerne les entreprises, je rappelle que la gauche a lancé deux initiatives pour combattre les forfaits et les allègements fiscaux, menaçant ainsi un certain nombre d'entreprises et de multinationales à Genève. Vous vous tirez une balle dans le pied, Mesdames et Messieurs de l'Alternative, car ces entreprises sont génératrices d'emplois. Certaines risquent demain de quitter notre territoire, comme ce fut le cas dans les cantons du Jura et de Neuchâtel, voire ailleurs – et à Genève déjà. Et je ne parle pas des problèmes de pression fiscale en Suisse, qui mettent en danger 60 établissements bancaires à Genève. Qui paiera les pots cassés en termes de chômage? C'est nous, les contribuables et la classe moyenne! Pour faire du social, il faut avoir de l'argent dans les caisses. Malheureusement, la gauche n'a pas encore compris cette équation...

M. Adrien Genecand (LR). Je commencerai mon intervention en revenant sur l'autosuggestion dont fait preuve la gauche et que je dénonçais déjà tout à l'heure à propos de la notion d'équilibre budgétaire. Depuis quelques semaines, l'Alternative pratique l'autosuggestion également en ce qui concerne les soi-disant coupes dans le social voulues par la droite. En réalité, les charges figurant aux comptes 2012 sont inférieures de 25 millions de francs au montant prévu au budget 2014. Par conséquent, même si les coupes proposées par la droite étaient votées, la Ville dépenserait en 2014 5 millions de francs de plus qu'en 2012. Il n'y a donc pas de coupes dans le social, mais 5 millions de francs supplémentaires inscrits au budget de la Ville pour l'exercice 2014 – et cela, en tenant compte d'une éventuelle acceptation des amendements de la droite.

Mesdames et Messieurs des rangs d'en face, cessez de vouloir vous convaincre que nous essayons de saboter le social! En réalité, le budget de la Ville de Genève ne fait qu'augmenter au niveau des charges. Pour vous, une coupe budgétaire, c'est ne pas pouvoir dépenser tout ce que vous auriez voulu et vous restreindre un peu dans votre boulimie. Voilà ce que vous appelez une «coupe» dans le budget. Il n'en demeure pas moins que, malgré nos «coupes», vous dépenseriez en 2014 en tout cas 5 millions de francs de plus qu'en 2012. Voilà la vérité, il n'y a pas de coupes dans le social!

J'aimerais revenir également sur l'audit Arthur Andersen, évoqué tout à l'heure par la rapporteuse générale M^{me} Wenger. Faut-il rappeler que deux directeurs de départements municipaux émanent de la société Arthur Andersen et ont travaillé sur l'audit en question? Je crois qu'ils méritent mieux que les déclarations pathétiques de M^{me} Wenger, mais je m'en tiendrai là sur ce point.

Quant à la gestion de la dette, Monsieur le président, vous transmettez à M. Carasso que je veux bien écouter sa comparaison entre la Ville de Genève et la commune de Veyrier, mais je signale que la dette de Veyrier s'élève à 600 francs par habitant et celle de la Ville de Genève à 8000 francs... soit treize fois plus! Voilà une comparaison fumeuse, Monsieur Carasso! Sans compter que dans ces 8000 francs ne sont pas compris les investissements auxquels nous devons procéder à l'avenir.

M. Carasso prétend aussi que l'autofinancement des investissements est une théorie fumeuse nouvellement créée par la droite. Vous qui êtes un grand fan du *Mémorial*, Monsieur le conseiller municipal socialiste, je vous conseille de relire également les procès-verbaux de la commission des finances; vous constaterez que mon collègue Fiumelli, depuis qu'il y siège, s'est toujours préoccupé de l'autofinancement des investissements et que ce point a fait l'objet de nombre de ses interventions. Nous n'avons pas sorti cette notion d'un chapeau lors des dernières discussions budgétaires, mais nous disons depuis longtemps que les investissements de la Ville doivent être autofinancés. M. Fiumelli ne cesse de défendre cette idée en commission des finances, hélas sans succès.

Cette controverse illustre bien une pratique souvent adoptée par le Parti socialiste, qui croit savoir ce qui est bon pour les autres et interprète leurs demandes à sa manière – en ayant toujours raison, puisqu’il a la morale avec lui! Voilà comment il entend imposer ses vues par la contrainte, tout en affirmant que c’est pour le bien de tous. Mais ce n’est pas ainsi que cela se passe, Mesdames et Messieurs! Nous avons toujours demandé l’autofinancement des investissements, dont le budget à l’équilibre est un prérequis. Il est évident que, si les comptes et le budget ne sont pas équilibrés, la Ville n’aura aucune chance de financer ses investissements et de ne pas augmenter sa dette.

M. Eric Bertinat (UDC). Je désire rompre une lance avec Grégoire Carasso, qui est revenu – comme ce fut souvent le cas au cours de ces derniers mois – sur le fameux classement des administrations publiques suisses où la Ville de Genève a été particulièrement bien notée. Il n’y a pas lieu de discuter de cet excellent résultat dont la gauche se targue tant, nous ne pouvons qu’adresser nos félicitations à M^{me} la magistrate Salerno.

Cependant, la gestion administrative n’a rien à voir avec les prestations publiques figurant dans un quelconque bilan social, voire avec le classement des dépenses les plus judicieuses que l’on puisse faire en Suisse! Or, la performance soulignée par M. Carasso concerne spécifiquement la gestion administrative de la Ville, dont M^{me} Salerno s’occupe très bien. Que l’on soit de gauche ou de droite, on ne peut que le reconnaître et l’en féliciter. Mais nous parlons aujourd’hui de résultats financiers et de prévisions budgétaires, ce n’est pas la même chose!

A ce sujet, je m’appuierai sur une déclaration de David Hiler – qui n’est pas un magistrat de droite, comme l’a révélé mon camarade Ivanov... En 2010, à un média qui lui demandait pourquoi la Ville de Genève obtenait de meilleurs résultats financiers que le Canton, David Hiler a répondu qu’il n’en était rien, puisque la dette de la Ville se montait à 1,4 milliard de francs sur un total de revenus d’un peu plus de 1 milliard de francs. J’insiste au passage sur le fait que ces montants reflètent la situation de l’année 2010 et que les dépenses municipales ont largement évolué depuis lors...

En tout état de cause, on voit bien que la proportion entre la dette et les revenus est sensiblement la même pour la Ville que pour le Canton. De surcroît, la Ville n’a pas eu à assumer le coût de 2 milliards de francs dû au sauvetage de notre banque cantonale après les excès de la spéculation immobilière dans les années 1990. Aujourd’hui, on peut encore ajouter à ce bilan le sauvetage des caisses de pension cantonales.

M. Hiler avait terminé sa déclaration en soulignant qu’il était assez normal que le niveau d’endettement de la Ville ait diminué parallèlement à celui du

Canton, puisque les revenus fiscaux de celui-ci durant les années précédentes se répercutaient sur ceux des communes. Par conséquent, Monsieur Carasso, ne nous éloignons pas de notre sujet et ne mélangeons pas tout! Vous avez raison de relever l'excellent classement de M^{me} Salerno sur le plan de la gestion administrative, mais vous avez tort de le faire dans le cadre du débat budgétaire. Je tenais simplement à le signaler.

M. Carlos Medeiros (MCG). J'aimerais revenir à mon tour sur les propos tenus tout à l'heure par M. Carasso, qui a voulu comparer l'incomparable. Il a notamment parlé des performances de M. Eric Stauffer, magistrat d'Onex, par rapport à la réalité fiscale de la Ville de Genève.

Je peux vous répondre sur ce point, Monsieur Carasso, car je connais bien le problème rencontré par Eric Stauffer: malheureusement, les rentrées fiscales de sa commune sont infimes, en regard des dépenses que celle-ci doit consentir! C'est le cas depuis des années, en raison de mesures d'aménagement qui ont fait de sa commune une cité-dortoir très peuplée, mais avec très peu d'emplois. Il doit donc se contenter d'un budget ridicule, si on le compare à celui de Carouge, par exemple, où il y a beaucoup moins d'habitants et beaucoup plus de recettes fiscales. Quoi qu'il en soit, il n'est pas normal de comparer l'incomparable en citant des communes de campagne ou des communes suburbaines. C'est faire un «mix» qui ne tient pas la route!

Quant à notre vision de l'avenir, au sujet de laquelle M. Velasco nous interpellait tout à l'heure, elle est simple: la Ville a aujourd'hui une marge de manœuvre financière, elle doit s'appuyer là-dessus pour cesser de s'endetter à tout va. Cela suffit! Il y a peu, la nouvelle présidente de la Réserve fédérale des Etats-Unis (FED) a laissé augurer un changement de leur politique monétaire... Eh bien, ce fut la panique immédiate dans tous les marchés du monde! Cela démontre bien que les taux d'intérêts actuels, s'ils sont satisfaisants par rapport à ceux d'il y a quelques années, ne le resteront pas forcément demain. Si nous voulons mener une politique responsable pour l'avenir, nous ne pouvons pas continuer à emprunter à tout va, car c'est forcément les nouvelles générations qui en paieront le prix.

Le Mouvement citoyens genevois s'est toujours placé dans l'axe du social; le *Mémorial* du Grand Conseil en est la preuve. Nous n'avons pas honte de nos votes en la matière, ni des majorités que nous avons parfois formées avec les socialistes, notamment. Cependant, à un moment donné, il faut rééquilibrer la balance. Nous ne voulons pas couper dans le social à tout va, tel n'est pas notre but! Il ne s'agit nullement de supprimer 49 postes ici ou là, ni de provoquer encore plus de chômage – il y en a déjà bien assez comme cela! D'ailleurs, si le parlement avait suivi certaines idées défendues par le Mouvement citoyens genevois depuis 2007 – surtout en matière de priorité de l'emploi à réserver aux résidents genevois – nous n'en serions pas là!

Notre objectif n'est pas de faire des coupes à la hache, mais de rééquilibrer le budget 2014 de la Ville de Genève. Nous demandons à la magistrate Salerno de faire des efforts dans ce sens. La gauche ne peut pas continuer à prendre ses désirs pour des réalités, ce n'est possible que dans le monde merveilleux des bisounours! Mesdames et Messieurs de l'Alternative, vous ne pouvez pas poursuivre votre politique d'arrosage automatique qui consiste à donner une subvention à quiconque la demande. Nous n'avons rien contre le travail effectué au sein des maisons de quartier ou lors de certains événements en ville, ni contre les travailleurs sociaux. Il n'en demeure pas moins qu'il faut freiner les dépenses; nous n'y échapperons pas.

Mesdames et Messieurs, pensez à ce qui se passe aujourd'hui dans certains pays comme la Grèce, l'Espagne ou le Portugal, que je connais bien. C'est justement parce qu'ils ont dépensé beaucoup plus qu'ils ne gagnaient, pendant des années, qu'ils se retrouvent aujourd'hui en situation de crise. Et je tiens à dire que ce dérapage ne s'est pas produit sous des gouvernements de droite, mais sous des gouvernements de gauche!

Nous ne sommes pas sur une île isolée: la réalité économique finira par nous rattraper. Il arrivera un moment où les bailleurs de fonds – je parle des fonds d'investissement et des fonds de pension – diront stop et fermeront le robinet, car ils ne nous feront plus confiance. Ou alors, ils feront exploser les taux d'intérêts! Voulez-vous en arriver là, Mesdames et Messieurs de la gauche? C'est aujourd'hui, alors qu'il nous reste encore une marge de manœuvre, que nous devons prendre conscience de la nécessité de procéder aux économies nécessaires de manière responsable.

M. Olivier Fiumelli (LR). J'interviens brièvement pour compléter la position très bien défendue par mon collègue Adrien Genecand. Je rappelle que le Parti libéral-radical, qualifié par la gauche d'anti-fonctionnaires, d'anti-social et d'anti-je-ne-sais-quoi-d'autre, a pris ses responsabilités au mois de janvier 2013 en acceptant le sauvetage de la CAP à hauteur de 120 millions de francs. Cette mesure permet aujourd'hui à la fonction publique municipale de bénéficier de l'une des caisses de pension les plus généreuses de Suisse et peut-être même du monde! Elle est d'ailleurs bien plus avantageuse qu'au niveau cantonal. Nous avons donc pris nos responsabilités en la matière, j'insiste là-dessus.

Le Parti libéral-radical souhaitait demander à la fonction publique municipale de faire un double effort. Premièrement, il s'agissait de dégager un excédent budgétaire de 20 millions de francs, afin de pouvoir étaler sur plusieurs années le financement des 120 millions de francs qui seront versés à la CAP; cela nous a été refusé.

Deuxièmement, nous avons déposé un amendement visant à élever l'âge de la retraite des fonctionnaires à 64 ans. La gauche a majoritairement accepté le

nouveau plan de prévoyance de la CAP qui comportait cette mesure, mais notre amendement demandait que le Conseil administratif dépose avant la fin du mois de décembre 2013 une proposition de modification du statut du personnel fixant l'âge de la retraite à 64 ans. Et cela, la gauche l'a refusé. Voilà une belle pirouette, Monsieur Carasso – et c'est l'Alternative qui l'a commise!

Dans la situation actuelle, la gauche fait croire à la fonction publique de la Ville de Genève qu'elle recevra son pont retraite entre 62 et 64 ans, mais la facture ne nous a toujours pas été présentée – or, elle s'élève à 30 millions de francs par année. Le groupe Ensemble à gauche espère ouvertement – il l'a affirmé – que cette mesure sera votée, car il considère qu'il est normal de prendre sa retraite à 62 ans. Pour notre part, nous estimons que c'est absolument inacceptable.

C'est donc la gauche qui a fait la pirouette que vous dénoncez, Monsieur Carasso. Nous n'avons jamais changé de discours en matière de finances publiques: toute dette doit être remboursée un jour. Une collectivité ne peut pas s'endetter pour rien ou pour pas grand-chose. Or, comme l'a dit M. Genecand, il sera très difficile, voire impossible de financer tous les grands projets d'investissement de la Ville de Genève dont le Parti libéral-radical souhaite la réalisation: la rénovation du Musée d'art et d'histoire, la Nouvelle Comédie et j'en passe.

On n'en parle pas aujourd'hui, car on préfère cacher le problème sous le tapis... Mais vous verrez, Mesdames et Messieurs, qu'il ressortira sur la table en 2015 ou en 2016. Nous aurons alors beaucoup de peine à y faire face, car votre incapacité de parler des finances publiques finira par monter les gens les uns contre les autres. D'ici quelques années, en effet, nous serons contraints d'imposer des arbitrages qui dresseront le social contre la culture, la culture contre le sport, le sport contre la sécurité... L'incapacité de dialoguer de la gauche causera de tels antagonismes, même s'ils ne sont pas encore sensibles aujourd'hui.

Ce soir, malheureusement, l'Alternative gagnera en bafouant la volonté populaire qui s'est exprimée en mars 2011 en lui retirant sa majorité au parlement municipal. Mais nous reparlerons – hélas – de ces problèmes dans quelques années, alors qu'il sera désormais très difficile de les affronter.

M. Marc-André Rudaz (UDC). Je serai très bref, rassurez-vous, Mesdames et Messieurs. Aujourd'hui, les taux d'intérêts sont très bas, historiquement parlant. Néanmoins, si on observe leur évolution dans le temps, on constate qu'ils peuvent fluctuer assez rapidement.

Si nous faisons passer la dette de la Ville à 1,6 milliard de francs, en admettant que les taux d'intérêts restent à 2% – c'est-à-dire qu'ils sont inférieurs à ceux dont s'acquittent de nombreuses autres collectivités – le remboursement des inté-

rêts de la dette municipale nous coûtera 32 millions de francs par an. En dix ans – car nous ne raserons pas d'un coup 1,6 milliard de francs de dette – nous aurons ainsi dépensé 320 millions de francs, soit largement plus de deux fois le montant de nos investissements annuels!

Et cet argent-là, n'en déplaise à nos amis de gauche qui prétendent lutter contre le capitalisme et ses méfaits, ira engraisser les banques!

M^{me} Sandrine Salerno, maire. Mesdames et Messieurs, ce matin, le discours d'entrée en matière du Conseil administratif évoquait la protection des habitants et des habitantes de Genève. Le discours qui clôt l'entrée en matière sur le projet de budget 2014 portera, quant à lui, sur la notion de responsabilité.

Vous êtes nombreux, dans cette enceinte, à craindre les futures baisses de la fiscalité, qu'elles soient fédérales ou cantonales. Je peux comprendre que vous soyez inquiets en écoutant ou en lisant le discours de Saint-Pierre, car les seuls objectifs vraiment politiques du nouveau Conseil d'Etat élu semblent viser un abaissement de la fiscalité qui aura des répercussions importantes sur les rentrées fiscales de notre commune.

Devant cette situation, nous avons deux possibilités: la première consisterait à abdiquer, en considérant que nous devons accepter ces mesures comme une fatalité et même – pourquoi pas? – devancer les coupes induites par les velléités du Conseil d'Etat. Dans cette optique, pourquoi ne pas faire en 2013 le budget de l'année 2020? C'est une option envisageable. Mais il existe une deuxième possibilité qui consiste à utiliser notre marge de manœuvre – et c'est ce que fait le Conseil administratif, avec l'ensemble des communes genevoises.

C'est pourquoi je suis un peu surprise, lorsque je vous entends abdiquer si facilement votre pouvoir politique et renoncer à vos responsabilités. Une telle attitude n'est le fait d'aucune autre commune genevoise! Au sein de l'Association des communes genevoises (ACG), nous discutons depuis plus d'une année avec le Conseil d'Etat aussi bien sur le taux de fiscalité des entreprises que sur la péréquation intercommunale et l'imposition au lieu de domicile. Les jeux ne sont pas encore faits, Mesdames et Messieurs!

Dans cette enceinte, vous ne maîtrisez pas les discussions menées au niveau international – Dieu merci, aurais-je envie de dire! En revanche, vous êtes nombreux à être à la fois conseillères ou conseillers municipaux et députées ou députés. En tant que maire, j'attends de vous que vous défendiez les intérêts de votre commune au niveau du Canton, ce qui implique également la défense des recettes fiscales de la Ville. Cela se fait dans toutes les communes genevoises – à l'exception de la Ville de Genève, parfois, et je le déplore!

Aujourd'hui, le discours responsable qui devrait nous unir, indépendamment des postures politiques des uns et des autres – que l'on soit socialiste ou libéral-radical, peu importe – consiste à vouloir se donner les moyens de mener la politique que doit mener la deuxième ville de Suisse. Nous ne sommes pas dans une petite ville microscopique de 500 habitants qui aurait tout loisir de discuter ou non de certaines prestations. Mesdames et Messieurs, vous siégez dans un conseil municipal qui représente la première ville de Suisse romande et la deuxième ville de toute la Suisse, sa deuxième place financière! Vous avez donc des responsabilités.

Ces responsabilités, que l'on soit de gauche ou de droite, consistent à permettre à la Ville de fonctionner en 2014, grâce au budget qui vous est soumis aujourd'hui. Il ne faut pas projeter sur ce budget des incertitudes financières dont l'issue n'est pas encore tranchée et qui pourraient probablement, potentiellement, hypothétiquement avoir un impact sur nos finances dans cinq, six, sept ou huit ans. Les débats au niveau fédéral ne seront pas terminés dans les six mois et les négociations ne sont pas encore achevées. Le Conseil fédéral n'a pas commencé à rédiger son message d'entrée en matière, les Chambres ne sont pas saisies de ces problématiques. Potentiellement, le peuple n'a pas non plus décidé de modifier la fiscalité des entreprises au niveau d'une réforme fédérale.

Je l'ai dit en commission des finances et je le répète encore aujourd'hui: depuis environ une année et demie, le Conseil administratif travaille avec les communes genevoises et le Conseil d'Etat pour asseoir au-delà de la seule Ville de Genève les prestations servies à la population de toute l'agglomération dans de nombreux domaines. Même si notre commune constitue le cœur de cette agglomération, elle a sur ses épaules des charges dues à des prestations qui dépassent – et de loin – les frontières strictes de son territoire. Ce travail, depuis quelque temps déjà, nous le menons également avec les autres villes suisses concernées tout autant que notre municipalité – voire beaucoup plus fortement, pour certaines – par ces problématiques.

J'en reviens à l'inquiétude manifestée par certains devant la manière dont nous avons imaginé le projet de budget 2014. A ce sujet, je rappellerai quelques chiffres. Le projet de budget de la Ville de Genève pour l'année 2014 est équilibré – à la limite, il est vrai, puisque l'excédent dégagé n'est que de 44 000 francs. Mais comparons ce résultat avec les données concernant d'autres villes suisses. Lausanne a proposé à son délibératif un déficit budgétaire de 31 millions de francs, Zurich un déficit de 232 millions de francs, Berne un déficit de 1,7 million de francs.

Contrairement à ce que certains prétendent, dans cette enceinte, nous ne sommes pas dans une situation socioéconomique favorable où l'on pourrait se permettre de supprimer des services, de licencier du personnel et de réduire les

prestations, parce que tout va bien. Non, cela ne va pas bien pour de nombreuses villes suisses. Notre rôle, à Genève, ville internationale et deuxième grande ville de Suisse, c'est d'être sereins et raisonnables.

Or, être raisonnables aujourd'hui, le 14 décembre 2013, ce n'est pas couper des postes ni licencier une cinquantaine de personnes dans l'administration municipale. Être raisonnables, c'est dire aux citoyens et aux citoyennes, aux habitants et aux habitantes de notre ville qui regardent aujourd'hui nos débats que nous avons pris la mesure – et depuis longtemps – des responsabilités qui nous incombent.

Nous savons que nous aurons potentiellement de grands enjeux fiscaux à négocier et nous les négocierons – mais dans l'intérêt du plus grand nombre, en préservant les prestations servies à la population. Somme toute, même s'il est vrai que la situation n'est pas particulièrement florissante en Suisse, elle l'est quand même beaucoup plus que dans tous les autres pays européens. Alors, ne faisons pas peur à celles et à ceux qui nous font confiance, qui croient encore au système politique et qui se rendent aux urnes pour voter!

Acceptons notre responsabilité! Nous avons été élus pour gérer cette collectivité publique et pour le faire bien – ce qui est déjà le cas – ainsi que pour répondre aux angoisses des habitantes et des habitants de Genève. Oui, Mesdames et Messieurs, vous pouvez voter ce projet de budget 2014, car il est équilibré. Oui, nous continuerons à négocier et nous trouverons des solutions. Non, nous n'abdiquons pas face au discours fataliste du Conseil d'Etat qui ne propose aux communes, en guise d'objectifs politiques, que la réduction de la fiscalité pour finalement réduire les prestations et licencier du personnel. Je vous remercie de votre attention! (*Applaudissements.*)

Deuxième débat

Le président. Nous entrons dans le deuxième débat, c'est-à-dire que nous sommes désormais en procédure de vote. Pour commencer, je mets aux voix l'amendement général du Conseil administratif sur le projet de budget 2014. S'il est accepté, nous travaillerons sur la base de ce projet amendé. Je donne la parole à qui la demande sur cet amendement. Personne ne souhaitant s'exprimer, nous passons au vote.

Mis aux voix, l'amendement général du Conseil administratif est accepté par 77 oui contre 1 non.

Le président. Le projet de budget amendé ayant été accepté, nous travaillerons sur la base des documents suivants que vous avez tous reçus, Mesdames

et Messieurs: le projet de budget par politique publique amendé par le Conseil administratif et le détail des subventions. Les amendements concernant les subventions seront traités à la fin de l'étude de chaque département. Pour les vingt-cinq minutes de séance qui restent avant la pause, je cède la parole au premier vice-président du Conseil municipal, M. Olivier Baud.

(La présidence est assurée jusqu'à la fin de la séance par M. Olivier Baud, vice-président.)

Autorités

*Page 1, politique publique xx,
groupes de comptes 31x, Biens, services et marchandises.*

Le président. Nous passons maintenant au département «Autorités», pages 1 à 3 du projet de budget 2014 amendé par politique publique. La parole n'étant demandée ni par M. Jean-Charles Lathion, président de la commission des finances, ni par M^{me} Salika Wenger, rapporteuse de la commission des finances pour le budget de ce département, nous abordons à présent le premier amendement.

Il émane de l'Union démocratique du centre, du Mouvement citoyens genevois, du Parti démocrate-chrétien et du Parti libéral-radical. Il demande, pour les groupes de comptes concernant les biens, services et marchandises, une diminution de 247 888 francs qui correspond au rétablissement des montants du budget 2013, jugés suffisants.

M. Daniel Sormanni (MCG). J'aimerais juste préciser qu'il s'agit des amendements portant sur les groupes 31 du département «Autorités», lesquels figurent à la page 1 du document amendé par le Conseil administratif. Nous demandons le retour aux montants du budget 2013, soit une diminution de 247 888 francs qui n'empêchera nullement les autorités de fonctionner, puisqu'il s'agit du même budget et des mêmes activités que cette année!

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 40 non contre 38 oui.

Le budget des «Autorités», pages 1 à 3, est adopté.

Département des finances et du logement

*Page 5, politique publique 05, Administration générale,
groupes de comptes 30x, Charges de personnel.*

Le président. L'amendement suivant émane également du Parti libéral-radical, du Parti démocrate-chrétien, de l'Union démocratique du centre et du Mouvement citoyens genevois. Il demande une diminution de 1 252 788 francs qui correspond à la suppression des postes du Service Agenda 21 – Ville durable, sauf un.

M. Denis Menoud (HP). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, qui ne souscrirait pas à l'agenda du millénaire, l'Agenda 21? L'Agenda 21, c'est la suppression de la pauvreté! C'est l'éducation! C'est la lutte contre la faim! Il s'agit d'une série d'infrastructures visant à réaliser le programme de développement établi à Rio de Janeiro en 1992. Lorsque l'on voit le peu d'argent dépensé dans le monde pour le développement en général – l'éducation, l'eau, etc. – par rapport aux frais consentis pour l'armement, on se rend bien compte qu'il s'agit de lutter contre une monstre fumisterie! Il est donc tout à fait opportun de soutenir l'Agenda 21.

Mais – car il y a un «mais» – le fait est que la Ville de Genève ne défend pas ces principes avec son Service Agenda 21 – Ville durable, dont le nom sert de prétexte pour y fourguer plein de choses qui n'ont strictement rien à voir avec l'Agenda 21 en tant que tel. C'est donc une parfaite imposture! De plus, certaines des tâches actuellement dévolues à ce service relèvent en fait des compétences cantonales. Il n'y a aucune raison à cela!

Je dénonce publiquement cette imposture budgétaire. Mesdames et Messieurs, ne croyez surtout pas que vous soutenez l'Agenda 21 en votant le financement du service municipal du même nom; en réalité, vous ne faites qu'accepter les petites combines de certains membres du Conseil administratif!

M. Alpha Dramé (Ve). Monsieur le président, vous direz à M. Menoud que le coq qui chante très fort ne doit pas oublier qu'il vient d'un œuf! Et un œuf, c'est fragile!

Puisque M. Menoud croit bon de traiter de fourre-tout le programme d'Agenda 21 de la Ville de Genève – cette ville de paix et de prospérité – lequel programme dépend de la loi cantonale sur l'Agenda 21, qui elle-même dépend de la loi fédérale sur le développement durable, laquelle émane à son tour du sommet de Rio

où il a été décidé que les populations de cette terre feraient tout pour préserver les ressources de la planète à l'avenir, il me semble justifié de lui rappeler qu'il fait partie de l'espèce humaine, à savoir de l'espèce la plus fragile de la biosphère.

Vouloir supprimer le Service Agenda 21 – Ville durable, c'est dénier nos responsabilités en matière de développement durable. Nous sommes parmi les privilégiés de la planète, ceux qui consomment 80% de ses ressources alors qu'ils ne représentent que 20% de la population mondiale. Nous avons décidé, dans le cadre de nos responsabilités humaines, de mener une politique d'Agenda 21 aux niveaux international, fédéral, cantonal et communal, afin de préserver les ressources de la planète. Au niveau de la Ville de Genève, c'est ce que fait le Service Agenda 21 – Ville durable.

Comment des conseillers municipaux de milice osent-ils décider en commission des coupes linéaires au détriment d'un service déjà existant qui émane de politiques publiques? Et cela, sans procéder à la moindre évaluation! Sans une discussion avec le service concerné! Leurs décisions n'ont donc aucun fondement et le Conseil municipal ne peut pas les accepter.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour prendre des décisions politiques sur la base de choix responsables. Nous sommes élus pour aider la collectivité à mieux gérer ses ressources et à se projeter dans l'avenir. La volonté de la droite de supprimer le Service Agenda 21 – Ville durable me touche à plus d'un titre, de même qu'elle affecte toutes les personnes sensées éprises de paix, de liberté et de prospérité.

Je représente la Ville dans des conférences internationales où je mets en avant l'Agenda 21 cantonal comme l'une des politiques les plus avant-gardistes du monde. Je l'ai fait au Canada, en France... On m'invite partout dans le monde pour avoir participé à la mise en place d'une politique d'écologie industrielle qui figure d'ailleurs dans notre Constitution.

Une voix. Qui vous a mandaté?

M. Alpha Dramé. Je me suis mandaté moi-même, car je suis le représentant d'une association! (*Brouhaha.*) Je continue.

En conclusion, il est étonnant que des gens aussi responsables et sensés – soi-disant – que les membres de la droite du Conseil municipal décident de supprimer le Service Agenda 21 – Ville durable. Ils savent pourtant qu'il existe des outils d'évaluation des services municipaux. Quand une politique publique n'est pas correctement appliquée, la Commission externe d'évaluation des politiques publiques peut intervenir et nous fournir les données appropriées qui nous per-

mettront de prendre des décisions responsables. En cas de problèmes financiers, l'Inspection cantonale des finances et la Cour des comptes procéderont à des évaluations qui seront autant d'éléments sur lesquels fonder nos opinions politiques.

Que ces gens de droite prennent le temps de réfléchir: croient-ils vraiment que le Service Agenda 21 – Ville durable a été créé parce que M^{me} Sandrine Salerno en aurait rêvé un beau matin? Je trouve leur attitude irresponsable à plus d'un titre. J'aimerais leur rappeler que quand un crocodile décide de se faire une culotte, c'est qu'il a déjà prévu où il mettra sa troisième jambe!

Nous refuserons cet amendement et nous n'accepterons aucune coupe sur l'Agenda 21, pour le bien des générations futures! (*Applaudissements.*)

M^{me} Vera Figurek (EàG). Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, je me permettrai tout d'abord une remarque personnelle. En tant qu'élue d'Ensemble à gauche, je siège depuis treize ans au Conseil municipal; c'est donc le douzième exercice budgétaire auquel je participe de manière assidue. Or, c'est bien la première fois que j'assiste à l'étagement d'une telle mauvaise foi, d'une telle arrogance et d'un tel dédain de la part de la droite et de l'extrême droite envers les travailleuses et les travailleurs de la Ville de Genève, ainsi qu'envers les habitantes et les habitants de notre commune – voire de notre canton.

Nous assistons aujourd'hui à un fait historique en Ville de Genève: la droite et son extrême s'amuse à supprimer des services entiers de l'administration municipale, sans penser aux conséquences d'une telle mesure sur la population, sans se soucier de l'impact de leurs actes sur les prestations que nous devons garantir à nos concitoyennes et concitoyens. Si une entreprise privée s'amusait à supprimer des services entiers, ce serait l'émeute! Même les milieux économiques les plus durs, même les multinationales que la droite et son extrême défendent et chérissent ne se permettraient pas de supprimer des postes de travail, de licencier ou de déplacer du personnel en un trait de crayon. Or, c'est bien ce que la droite a voulu faire en une seule séance de commission des finances, sans avertissement aucun, sans même en parler au préalable au sein d'autres commissions municipales.

Mesdames et Messieurs, j'exprime ici mon profond dégoût pour ces pratiques indignes d'élus du peuple censés garantir le bien commun et la qualité des prestations municipales. Il ne s'agit pas seulement ici du personnel de la Ville de Genève, mais d'associations qui fournissent des prestations publiques.

Ce deuxième amendement prévoit de supprimer tous les postes du Service Agenda 21 – Ville durable sauf un! Le Parti libéral-radical, le Parti démocrate-chrétien, l'Union démocratique du centre et le Mouvement citoyens genevois

ont décidé – sous des prétextes divers et variés – d’ôter du budget de la Ville 1 252 788 francs qui correspondent à ces mêmes postes de travail.

Or, parmi les subventions liées à la ligne budgétaire du Service Agenda 21 – Ville durable figure par exemple la manifestation La ville est à vous, que nous connaissons bien. 190 700 francs sont budgétés pour sa réalisation, car nous avons l’argent pour assurer cette prestation municipale – mais voilà que nous n’aurons plus les postes de travail permettant d’assurer son organisation, car la droite et l’extrême droite ont décidé qu’il n’y avait pas besoin de fonctionnaires pour cela. Selon leur habitude, la droite et l’extrême droite se disent d’accord de fournir des prestations de qualité à la population, mais sans y mettre les moyens humains nécessaires.

Elles considèrent qu’il est parfaitement envisageable de ne conserver qu’une personne au lieu de douze au sein du Service Agenda 21 – Ville durable et de replacer les onze autres au sein de l’administration. Tout va bien, Mesdames et Messieurs! Ce matin même, lors de la première intervention de l’Union démocratique du centre, M. Bertinat nous a annoncé la velléité de la droite de supprimer 49 postes, Agenda 21 et UAC compris. Selon lui, c’est parfaitement faisable, puisqu’il y aurait 100 autres postes vacants dans l’administration municipale... Quel bonheur que le management par les soins de l’Union démocratique du centre!

Engagez-vous dans la fonction municipale comme assistant social, éducateur ou assistante de direction, vous finirez jardinier ou policier municipal! Voilà ce que l’Union démocratique du centre entend faire des travailleurs de la fonction publique municipale! Quel employeur privé – même le plus inspiré – se permettrait de prendre des mesures de ce genre en moins d’un mois, sans même préaviser? Les travailleuses et les travailleurs ne sont pas des pions, Mesdames et Messieurs! Ce sont des personnes qui ont des compétences utiles, nécessaires et spécifiques à mettre au service de notre collectivité, et nous en avons besoin.

Selon la droite et son extrême, les mesures qu’elles préconisent sont tout à fait acceptables. Mais par qui? En tant qu’élus de la gauche, nous avons reçu un nombre incalculable de courriers de citoyennes et de citoyens ou d’associations qui nous disent leur inquiétude. Ce matin encore, un rassemblement de citoyennes et de citoyens, de travailleuses et de travailleurs désireux d’exprimer leur mécontentement a eu lieu devant l’Hôtel de Ville. Un samedi matin à 7 h! Le groupe Ensemble à gauche ne pense pas que tout aille si bien que cela...

Plus de 60 associations œuvrent pour l’égalité, la diversité, l’intégration, l’économie durable ou l’environnement. Deux pétitions ont permis de récolter 2300 signatures et une centaine d’organisations ont pris position pour demander le maintien du Service Agenda 21 – Ville durable et des UAC. Toutes ces réactions sont publiques, elles figurent sur le site internet du Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs (SIT). Mesdames et Messieurs, les citoyennes

et les citoyens ont droit comme vous et moi à des prestations municipales de qualité. La droite aura à rendre compte de ses décisions devant ces personnes-là.

Nous avons également entendu des représentants de la droite affirmer que le Service Agenda 21 – Ville durable effectuait des tâches non pas communales, mais cantonales – ce qui leur fait dire qu’il vaudrait mieux laisser l’Etat s’en charger. Eh bien, c’est faux! M^{me} Salerno, qui est tout de même maire de Genève et qui a certaines compétences en la matière, me semble-t-il, l’a confirmé dans la presse: la Constitution fédérale, la loi et la constitution cantonales attribuent aux communes des compétences pour mettre en œuvre les politiques de l’Agenda 21. La droite ne veut pas le faire? La gauche, elle, assumera ses responsabilités en garantissant le maintien de ces tâches municipales nécessaires.

De plus, je m’étonne de voir la droite favorable à la Genève internationale – qui est aussi chère à la gauche – prôner des mesures allant à l’encontre des accords internationaux d’Aalborg signés en 2010 par la Ville, laquelle s’est ainsi engagée à respecter certaines règles et orientations en faveur du développement durable. La Ville de Genève, sous l’impulsion d’hommes et de femmes politiques ou non, ainsi que de son Conseil administratif de gauche, a montré sa volonté de respecter ces engagements.

Or, c’est justement le service municipal mis en place pour atteindre cet objectif que vous voulez supprimer, Mesdames et Messieurs de la droite! De ce fait, vous souhaitez abolir les objectifs prioritaires que la Ville s’est fixés en matière d’énergie, de climat, d’achats responsables, d’aménagement du territoire, de mobilité, d’économie locale, de culture, de coopération internationale et j’en passe.

Je ne citerai pas tous les événements organisés par le Service Agenda 21 – Ville durable à l’échelle locale, car la droite a déposé un autre amendement à ce sujet et je préfère intervenir plus précisément lorsque nous en débattons. Mais soyez sensibles à cet argument, Mesdames et Messieurs des rangs d’en face: en 2013, Genève a accueilli la Conférence européenne des villes durables, symbole de l’excellent travail fourni par notre municipalité dans ce domaine.

De plus, la Ville collabore avec l’Etat dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUD), ainsi qu’avec l’Université de Genève... Tous ces partenaires que la droite aime tant! Sans parler des 850 maires, élus locaux, experts et représentants de l’Union européenne avec lesquels nous travaillons également. Alors, Mesdames et Messieurs les élus de droite, voulez-vous vraiment supprimer toutes ces activités? Vous fâcher avec vos relais et vos partenaires économiques? C’est totalement incompréhensible!

Comble des combles, nous avons entendu M. Genecand, représentant du Parti libéral-radical, se plaindre que la gauche accuse la droite de couper dans le bud-

get du social. Il a même prétendu que ce n'était pas vrai! Mais nous ne sommes pas les seuls à le penser, puisque la population est d'accord avec nous! Mesdames et Messieurs des rangs d'en face, c'est bien ce que vous faites au Canton; il n'est pas très étonnant que vous prôniez les mêmes mesures à la Ville – la plus grande commune genevoise!

Que fait la droite? Elle maintient les subventions et supprime les fonctionnaires chargés de s'en occuper. Elle vote les activités, mais pas les postes de travail nécessaires pour en assurer le suivi. Elle conserve les fonctions, tout en supprimant les postes y afférents! Qui se chargera de mettre en œuvre toutes ces prestations? Vous êtes pour l'anarchie? Pourquoi pas? Mais c'est comme si nous supprimions tout le personnel de la voirie en affirmant que nous sommes pour la levée des déchets et le nettoyage du domaine public... sans les nettoyeurs! Ou que nous sommes pour la sécurité tout en supprimant les postes de la police municipale!

La gauche est effectivement pour la sécurité, le social et le bon fonctionnement de la Voirie, raison pour laquelle elle votera avec la droite et l'extrême droite les 22 nouveaux postes prévus au département de M. Barazzone. Nous sommes cohérents: on ne peut pas acheter des engins de nettoyage et des uniformes sans mettre personne à l'intérieur pour effectuer les tâches municipales... Ensemble à gauche n'est pas adepte d'une politique sociale des travailleurs invisibles!

Puisque les représentants de la droite et de son extrême ont décidé de transformer ce débat budgétaire en bal masqué ou en fête costumée de l'Escalade, la gauche ne veut ni festoyer ni casser la marmite avec eux. Nous préférons participer de manière dynamique à l'effort de promotion du développement durable et consacrer nos forces à octroyer au Service Agenda 21 – Ville durable les moyens nécessaires pour continuer à effectuer un excellent travail.

Cessons la mascarade, Mesdames et Messieurs de la droite! Bas les masques! Dites-nous que vous voulez anéantir la politique sociale de la Ville de Genève, couper des postes de travail à la hache, licencier du personnel, précariser les plus démunis! (*Remarque de M. Sormanni.*) Ne m'interpellez pas, Monsieur Sormanni!

Le président. Madame Figurek, un instant, s'il vous plaît. Vu l'heure, je suis obligé de vous demander si vous pensez conclure immédiatement. Dans le cas contraire, je me verrai contraint de vous interrompre et je vous redonnerai volontiers la parole après la pause.

M^{me} Vera Figurek. Je conclus immédiatement, Monsieur le président, mais je reprendrai volontiers la parole plus tard. J'invite M. Sormanni et son groupe,

le Mouvement citoyens genevois, ainsi que l'ensemble de la droite, à retirer cet amendement – si ce n'est tout de suite, du moins au troisième débat. Mesdames et Messieurs, vous l'aurez compris: cet amendement absurde est à refuser!

Le président. Avant de clore la séance pour la pause de midi, je donne la parole à M. Eric Bertinat qui désire dire quelques mots à l'occasion du départ de MM. les conseillers municipaux Michel Amaudruz et Christo Ivanov.

M. Eric Bertinat (UDC). Je serai relativement bref, car il est passé midi et je suppose que nous avons tous faim, après les nombreuses prestations de ce matin... Puisque MM. Ivanov et Amaudruz nous quittent, je tiens à les remercier très sincèrement de leur engagement toujours très positif et du climat d'amitié qu'ils ont développé au sein de notre groupe. On le sait, meilleure est l'entente au sein d'un groupe, mieux on y travaille – ce qui est important et profitable pour tout le monde! Or, nous avons bien travaillé avec nos deux collègues. Je rappelle que tous deux se sont investis dans les domaines des travaux, de l'aménagement, du sport et du social. Enfin, je tiens à dire que nous regrettons vraiment leur départ et que nous leur souhaitons bon vent en ces mêmes lieux, mais au niveau cantonal. Merci à eux! (*Applaudissements.*)

Le président. Nous reprendrons nos travaux à 13 h 30 précises avec une prestation de serment. Bon appétit à toutes et à tous!

Séance levée à 12 h 05.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	3602
2. Communications du bureau du Conseil municipal	3602
3. Rapport général et rapport de minorité de la commission des finances chargée d'examiner le projet de budget de la Ville de Genève pour l'exercice 2014 (PR-1035 A/B). Suite du premier débat et deuxième débat	3602

Le mémorialiste:

Ramzi Touma